

*Questions orales*

EIC et la compagnie communiqueront sous peu avec les autorités municipales afin d'étudier la possibilité de créer un comité d'aide à l'adaptation de l'industrie au niveau de la collectivité. Nous espérons que ces mesures permettront d'aider les travailleurs touchés.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE**

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, les premiers ministres ont envoyé un message très clair au gouvernement et au premier ministre: la création d'emplois doit être une priorité. Pour créer des emplois, le gouvernement peut commencer par changer le cap de sa politique monétaire.

Selon un étude d'Inforemetrica, la politique monétaire suivie par le gouvernement depuis 1989 a rajouté 5,6 milliards de dollars au déficit et coûté 139 000 emplois aux Canadiens.

Le gouvernement peut réduire le déficit et créer des emplois en faisant baisser le dollar. Le premier ministre va-t-il demander à la Banque du Canada de cesser de maintenir artificiellement le dollar à un niveau aussi peu réaliste?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, grâce à la politique monétaire du gouvernement canadien, les taux d'intérêt ont chuté de 7,5 points depuis mai 1990; ils n'ont jamais été aussi bas en près de 20 ans. L'inflation, qui était montée jusqu'à 12,9 p. 100 pendant quelque temps au début des années 80, est tombée à moins de 2 p. 100 ces six derniers mois et devrait se stabiliser aux environs de 2 à 3 p. 100 l'an prochain. Voilà les résultats d'une politique monétaire efficace. Ces éléments de base doivent être en place avant de pouvoir songer à créer des emplois.

Les provinces ont reconnu hier—et dans l'ensemble tous les premiers ministres aussi—que l'idée d'engloutir des fonds publics, empruntés, dans des grands travaux créateurs d'emplois n'était pas réalisable; que les mesures d'austérité et la coopération entre gouvernements étaient plus importantes. La réunion d'hier fut très constructive et très positive car on y a vu les gouvernements du Canada travailler ensemble pour offrir aux Canadiens les emplois stables qu'ils recherchent.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** J'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre, monsieur le Président.

Je suis convaincue que tous les premiers ministres admettraient, comme le premier ministre du Canada,

que consacrer 30 milliards de dollars par année à l'assurance-chômage n'est pas non plus la solution, certainement pas pour les familles canadiennes qui n'ont aucun espoir de voir un changement et de voir le gouvernement commencer, non pas seulement à mettre en oeuvre des programmes d'emploi bidon, personne ne veut cela, mais à créer de vrais emplois et à construire les infrastructures nécessaires au Canada.

[Français]

Une étude d'Inforemetrica affirme et je cite: «Sans un changement de politique, l'économie va continuer de souffrir d'un taux de chômage élevé, d'une croissance de productivité minime et d'un déficit et de taxes élevés».

Le gouvernement va-t-il changer sa politique économique et remettre le pays au travail?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le but d'une politique monétaire, c'est d'établir un taux d'intérêt à la baisse, un taux d'inflation à la baisse et une monnaie forte et respectée à travers le monde.

Le fait est qu'on est en train de réaliser ces buts et il est important de noter, au fur et à mesure que l'inflation tombe, que la valeur du dollar est à la baisse, soit 4 cents et demi, je pense, depuis quelques mois.

Il y a une acceptation générale du fait que les résultats de la politique monétaire du gouvernement canadien et de la Banque du Canada sont bénéfiques. Nous avons un problème sérieux, bien sûr, dans le domaine de la création d'emplois. Mais à partir de cette base quand même assez forte et impressionnante, tous les paliers de gouvernement sont maintenant en mesure, avec le secteur privé, de créer des emplois durables et c'est ce que nous voulons faire.

[Traduction]

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Il reste qu'un million et demi de Canadiens sont sans emploi et que des dizaines de milliers ont cessé de chercher du travail. C'est là le résultat de la politique monétaire du gouvernement.

Hier, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a déclaré à la Chambre qu'il y avait 300 000 emplois disponibles au Canada, mais que nous n'avions pas la main-d'oeuvre qualifiée. Je demande au premier ministre où sont ces 300 000 emplois. Et s'il est vrai que nous n'avons pas la main-d'oeuvre qualifiée, pourquoi le gouvernement a-t-il réduit les budgets de la formation professionnelle et de l'éducation? Dans son prochain budget, le gouvernement investira-t-il dans les programmes de formation professionnelle pour que les travailleurs mis à pied puissent accéder à ces 300 000 emplois?